

SNCS-HEBD0 05 n°33

25 octobre 2005

CNRS : assez de la misogynie des chefs !

Directions scientifiques (vraies et fausses), directions interrégionales, conseil d'administration, la campagne de renouvellement des "cadres supérieurs" du CNRS fait apparaître une misogynie caricaturale. Aucune femme ne figure parmi les nouveaux venus ! La "misogynie traditionnelle du milieu" a bon dos : dans un test en grandeur réelle, les jurys d'admissibilité n'avaient, eux, pas introduit de biais l'été dernier pour les promotions DR. Avec 30,7% de femmes parmi les candidats, ils avaient même placé 31,4% de femmes en position d'être promues. Hélas le jury d'admission veillait, déjà ... Au-delà de la misogynie ordinaire, de l'effet de clonage des chefs, on aperçoit là l'étendue des dégâts causés par une conception dévoyée de la mission directoriale.

par Christophe Blondel, membre associé du Bureau national du SNCS-FSU

Depuis longtemps, le biais des genres est, au CNRS, une statistique installée : environ 30% seulement des chercheurs sont des femmes. Encore ce taux moyen couvre-t-il parfois des déficits plus grands : d'un extrême à l'autre, le taux de féminisation n'est que de 16,8 % en SPM et culmine à ... 42,1% en SHS¹. Bien que de légères différences concernant les chances de succès aux concours de recrutement aient été observées selon le sexe, sans doute l'origine de ces déséquilibres est-elle à rechercher plus dans la façon dont la société tout entière prépare aux métiers de la recherche que dans le fonctionnement interne de la maison.

Toute différente est la question de l'accès des femmes aux grades supérieurs et de leur participation aux instances de direction. Là encore, les chiffres sont cruels, et depuis longtemps : si on compte 37 % de femmes dans le corps des chargés de recherche, la proportion tombe à 24 % chez les DR2 et 12 % seulement chez les DR1 et DRCE.

Bien consciente de l'existence de ces chiffres, la direction du CNRS tient depuis des années un discours rassurant. Le directeur général Bernard Larroutourou a ainsi déclaré à la séance de rentrée du Comité national en 2004 qu'il veillerait au respect de certains équilibres, désirant faire décroître "l'avantage masculin" de tous les indicateurs...

Mais la route qui peut mener les chercheuses à des postes de responsabilité est toujours semée d'autant d'embûches. Le scandale éclate aujourd'hui à l'occasion de la composition du nouveau Conseil d'administration du CNRS, et de la nomination de toute cette kyrielle de DS, DIR et chargés de mission enfantés par la réforme : aucune femme parmi les nouveaux venus ! Au CA une seule femme : la directrice de la Recherche ; au Comité de direction une seule aussi : l'ancienne directrice de SDU, restée en tant que DS du PU.

Faut-il s'émouvoir de ces combats de chefs ? Oui, et pour deux raisons. La première est qu'une misogynie aussi cyniquement affichée est évidemment, surtout dans un milieu qui se targue d'une certaine éducation, particulièrement détestable. Circonstance aggravante, il y a récidive : aux derniers concours DR² les déclassements opérés par le jury d'admission ont touché, parmi leurs 11 victimes directes, en majorité des femmes. On ne peut pas croire que le président de ce jury - le DG en personne - ne s'en soit pas aperçu !

La seconde raison est que cette misogynie ne laisse pas d'évoquer un dévoiement plus profond. Les statistiques générales montrent que les femmes se placent assez bien dans les postes de responsabilités administratives ou commerciales et restent écartées des postes "de pouvoir". L'exclusion des femmes des postes de responsabilité au CNRS semble, hélas, bien corrélée avec la métamorphose de la direction du Centre : du service qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être, elle semble être devenue, pour ceux qui la détiennent ou les politiques qui la contrôlent, un pur enjeu de pouvoir.

Quel contresens ! Ce que la communauté, la société attendent de la tutelle et de la direction des EPST, c'est qu'elles se contentent - d'une main légère - de "passer les outils" nécessaires au travail des chercheurs. Dans cette conception d'un service de direction forcément pluraliste, libéré des stériles querelles de frontières entre établissements et peu soucieux d'inutiles gesticulations, les femmes retrouveraient naturellement leur place. Les outrances misogynes d'aujourd'hui révèlent qu'il est peut-être temps, pour renouer avec une conception saine de la gestion de l'organisme, au sens propre, de changer de direction.

¹ chiffres du Bilan social 2003.

² cf. SNCS-Hebdo n°22, juillet 2005